

(traduit de l'anglais<sup>i</sup>)

## Projet de convention relative à l'Organisation internationale des aides à la navigation maritime

Comme décidé lors de la 3<sup>e</sup> conférence diplomatique préparatoire à Istanbul.

### Préambule

Les États parties à la présente Convention :

**RAPPELANT** que l'Association internationale de signalisation maritime a été créée le 1<sup>er</sup> juillet 1957 et que sa dénomination anglaise a été modifiée en 1998, passant de « *International Association of Lighthouse Authorities* » à « *International Association of Marine Aids to Navigation and Lighthouse Authorities* » ;

**RECONNAISSANT** le rôle joué par l'Association internationale de signalisation maritime dans l'amélioration et l'harmonisation constante des aides à la navigation maritime afin d'assurer une circulation sûre, économique et efficace des navires, au service de la communauté maritime et de la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 et de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer de 1974, telles qu'amendées ; et

**CONSIDÉRANT ÉGALEMENT** que la coordination est assurée plus efficacement par les organisations internationales en matière d'élaboration, d'amélioration et d'harmonisation des aides à la navigation maritime au service de la communauté maritime et de la protection de l'environnement ;

**SONT CONVENUS** de ce qui suit :

### Article 1<sup>er</sup> Institution

1. L'Organisation internationale des aides à la navigation maritime (ci-après dénommée « l'Organisation ») est instituée par la présente Convention en tant qu'organisation intergouvernementale en vertu du droit international.
2. L'Organisation a un caractère consultatif et technique.
3. L'Organisation a son siège en France, sauf décision contraire de l'Assemblée générale.
4. Le Règlement général est soumis aux dispositions de la présente Convention. En cas de divergence entre la Convention et le Règlement général, ou tout autre document de référence régissant la gouvernance de l'Organisation, la Convention prévaut.

### Article 2 Définitions

Aux fins de la présente Convention :

1. L'expression « **aide à la navigation maritime** » désigne un dispositif, un système ou un service externe à un navire, conçu et utilisé pour accroître la sécurité et l'efficacité de la navigation des navires individuels ainsi que du trafic maritime. Aux fins de l'Organisation, cette définition inclut les Services du trafic maritime.
2. L'expression « **État membre** » désigne un État [qui a consenti à être lié par la présente Convention et] pour lequel la présente Convention est en vigueur.
3. L'expression « **membre associé** » désigne un territoire ou un groupe de territoires dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'un État membre et pour lequel celui-ci a sollicité l'accès au statut de membre, qui a été approuvé par l'Assemblée générale.  
Membres nationaux de l'Association internationale de signalisation maritime issus d'États qui ne sont pas des États membres, conformément au paragraphe 5 de l'Annexe.
4. L'expression « **membre affilié** » désigne un fabricant ou un distributeur d'équipement d'aide à la navigation maritime destiné à la vente, une organisation fournissant contractuellement des services d'aide à la navigation maritime ou des conseils techniques dans ce domaine, ainsi que toute autre organisation ou tout autre organisme scientifique concerné par les aides à la navigation maritime, dont la candidature au statut de membre a été présentée et approuvée par le Conseil.

### **Article 3** **But et objectifs**

L'Organisation a pour but de rassembler les gouvernements et les organisations concernés par la réglementation, la fourniture, l'entretien ou l'exploitation des aides à la navigation maritime afin de promouvoir les objectifs suivants :

- (a) promouvoir une circulation des navires sûre et efficace en améliorant et en harmonisant les aides à la navigation maritime dans le monde entier au service de la communauté maritime et de la protection de l'environnement marin ;
- (b) promouvoir l'accès à la coopération technique et au renforcement des capacités pour toutes les questions relatives au développement et au transfert d'expertise, de connaissances scientifiques et de technologie en lien avec les aides à la navigation maritime ;
- (c) encourager et faciliter l'adoption généralisée de normes aussi rigoureuses que possible en matière d'aides à la navigation maritime ; et
- (d) prévoir un échange d'informations sur les questions examinées par l'Organisation.

### **Article 4** **Fonctions**

Afin d'atteindre le but et les objectifs mentionnés à l'article 3, les fonctions de l'Organisation sont les suivantes :

- (a) élaborer et diffuser des normes non contraignantes, des recommandations, des lignes directrices, des manuels et d'autres documents pertinents ;
- (b) étudier les normes, les recommandations, les lignes directrices, les manuels et les autres documents pertinents qui peuvent lui être transmis par les États membres, les membres associés et affiliés, tout organe ou toute institution spécialisée des Nations Unies ou toute autre organisation intergouvernementale, et rendre un avis à leur sujet ;
- (c) mettre en place des mécanismes de consultation et d'échange d'informations concernant, notamment, les évolutions récentes et les activités des États membres et des membres associés et affiliés ;

- (d) renforcer la coopération internationale en encourageant les États membres, les membres associés et les membres affiliés à entretenir d'étroites relations de travail et à se prêter mutuellement assistance ;
- (e) faciliter l'octroi d'une assistance, qu'elle soit technique, organisationnelle ou en matière de formation, aux gouvernements, aux services et aux autres organisations qui la sollicitent dans le domaine des aides à la navigation maritime ;
- (f) organiser des conférences, des symposiums, des séminaires, des ateliers et d'autres événements ; et
- (g) se mettre en relation et coopérer avec les organisations internationales pertinentes et d'autres organisations, en proposant des conseils spécialisés en tant que de besoin.

## **Article 5**

### **Membres**

1. L'Organisation se compose d'États membres, de membres associés et de membres affiliés.
2. Tout État membre responsable des relations internationales d'un territoire ou d'un groupe de territoires peut solliciter le statut de membre associé pour celui-ci, au moyen d'une notification écrite adressée au Secrétaire général.
3. Le Conseil peut exiger, ou un État membre demander, que les modalités d'une candidature au statut de membre affilié soient examinées par l'État membre (ou les États membres) dans lequel le candidat mène ses activités ou possède son principal établissement ou son siège social. Si l'État membre (ou les États membres) ayant requis cet examen apporte son soutien, le Conseil [accorde/peut accorder] le statut de membre affilié.
4. Les droits et les obligations des États membres, des membres associés et des membres affiliés figurent dans le Règlement général.

## **Article 6**

### **Organes**

1. Les organes de l'Organisation sont les suivants :
  - (a) l'Assemblée générale ;
  - (b) le Conseil ;
  - (c) les comités et les organes subsidiaires nécessaires aux activités de l'Organisation ; et
  - (d) le Secrétariat.
2. L'Organisation est dotée d'un Président et d'un Vice-président. Le Président ou, en son absence, le Vice-président, préside l'Assemblée générale et le Conseil.
3. Le Règlement général et le Règlement financier précisent le règlement intérieur applicable à chaque organe et régissant la gestion quotidienne de l'Organisation.

## **Article 7**

### **Assemblée générale**

1. L'Assemblée générale est le principal organe décisionnel de l'Organisation et a tous les pouvoirs, sauf disposition contraire de la présente Convention.
2. L'Assemblée générale est composée exclusivement des États membres. Les membres associés et affiliés peuvent également y assister.
3. Chaque État membre désigne l'un de ses délégués pour être son délégué principal à l'Assemblée générale.
4. Les sessions régulières de l'Assemblée générale ont lieu tous les trois ans.

5. Les sessions extraordinaires de l'Assemblée générale sont convoquées lorsqu'un tiers des États membres informent le Secrétaire général qu'ils souhaitent qu'une session soit organisée, ou à tout moment si le Conseil l'estime nécessaire, avec un préavis de quatre-vingt-dix jours.
6. Le quorum pour les sessions de l'Assemblée générale est constitué par la majorité des États membres.
7. L'Assemblée générale :
  - (a) élit le Président et le Vice-président parmi les États membres conformément au Règlement général ;
  - (b) décide de la politique générale et de la vision stratégique de l'Organisation ;
  - (c) passe en revue et approuve le Règlement général de l'Organisation ;
  - (d) élit les membres du Conseil parmi les États membres qui n'assurent ni la présidence ni la vice-présidence conformément à l'article 8 ;
  - (e) élit le Secrétaire général parmi les ressortissants des États membres conformément au Règlement général ;
  - (f) crée et dissout les comités et les organes subsidiaires, et passe en revue et approuve leur mandat ;
  - (g) passe en revue et approuve les dispositions financières de l'Organisation, notamment l'esquisse budgétaire pour les trois années suivantes, le taux des contributions pour les États membres et les cotisations des membres associés et affiliés ;
  - (h) étudie les rapports et les propositions transmises par tout État membre, par le Conseil ou par le Secrétaire général ;
  - (i) approuve les normes ;
  - (j) décide de l'accès au statut de membre associé ;
  - (k) décide de l'accès au statut de membre affilié à la demande d'un ou de plusieurs États membres ;
  - (l) fait des recommandations aux États membres et aux membres associés et affiliés sur les sujets relevant du but et des objectifs de l'Organisation ;
  - (m) approuve les accords officiels conclus avec les États et les organisations internationales ; et
  - (n) prend des décisions sur toute autre question relevant du but et des objectifs de l'Organisation.

## **Article 8**

### **Conseil**

1. Le Conseil est l'organe exécutif de l'Organisation et est responsable de la direction de ses activités.
2. Le Conseil est composé du Président, du Vice-président et de vingt-trois autres États membres.
3. Les membres du Conseil sont élus lors d'un scrutin organisé lors de chaque session régulière de l'Assemblée générale, conformément au Règlement général. En principe, les membres du Conseil doivent être originaires de différentes parties du monde afin que toutes les zones géographiques soient représentées.
4. Les États membres sont de préférence représentés au Conseil par un délégué de l'autorité nationale responsable de la réglementation, de la fourniture, de l'entretien ou de l'exploitation des aides à la navigation maritime pour cet État membre.
5. Le quorum pour les sessions du Conseil est constitué par dix-sept membres du Conseil, dont au moins un doit être le Président ou le Vice-président.
6. Tout État membre non représenté au Conseil peut participer à ses réunions mais ne sera pas autorisé à voter.
7. Le Conseil :
  - (a) exerce les responsabilités qui peuvent lui être déléguées par l'Assemblée générale ;
  - (b) coordonne les activités de l'Organisation dans le cadre de la politique générale, de la vision stratégique et de l'esquisse budgétaire décidées par l'Assemblée générale ;
  - (c) passe en revue et approuve les états financiers, notamment le budget annuel ;

- (d) décide de l'accès au statut de membre affilié ;
  - (e) convoque l'Assemblée générale ;
  - (f) rend compte à l'Assemblée générale des travaux de l'Organisation ;
  - (g) passe en revue les documents qui lui sont soumis conformément au Règlement général ;
  - (h) transmet à l'Assemblée générale toutes les questions sur lesquelles elle doit prendre une décision ;
  - (i) approuve les recommandations, les lignes directrices, les manuels et les autres documents pertinents ;
  - (j) approuve les contributions intellectuelles destinées à d'autres organisations ;
  - (k) nomme les présidents et les vice-présidents des comités et des organes subsidiaires, et passe en revue et approuve leurs programmes de travail ; et
  - (l) décide du lieu et de l'année d'organisation des conférences et des symposiums de l'Organisation, comme décrit dans le Règlement général.
8. Les membres du Conseil peuvent, après en avoir informé le Président et le Secrétaire général, inviter des membres affiliés à participer aux réunions du Conseil en qualité de conseillers techniques, afin de fournir conseils et soutien sur des questions opérationnelles et techniques.

## **Article 9**

### **Comités et organes subsidiaires**

1. Les comités et les organes subsidiaires contribuent à la réalisation du but et des objectifs de l'Organisation.
2. Les comités :
  - (a) préparent et passent en revue les normes, les recommandations, les lignes directrices, les manuels et les autres documents pertinents identifiés dans les programmes de travail ;
  - (b) suivent les évolutions dans le domaine des aides à la navigation maritime ;
  - (c) facilitent le partage d'expertise et d'expérience entre les États membres, les membres associés et les membres affiliés ; et
  - (d) réalisent toute autre tâche qui leur est confiée par le Conseil.

## **Article 10**

### **Secrétariat**

1. Le Secrétariat permanent de l'Organisation se compose du Secrétaire général et du personnel nécessaire aux travaux de l'Organisation, dans les limites du cadre budgétaire approuvé.
2. Le Secrétaire général a un mandat de trois ans. Le Secrétaire général peut être réélu, au maximum, pour deux mandats consécutifs supplémentaires de trois ans chacun.
3. Le Secrétaire général est responsable de la gestion quotidienne de l'Organisation, dans le respect des orientations données par l'Assemblée générale ou le Conseil.
4. Le personnel du Secrétariat est nommé par le Secrétaire général selon des conditions et pour réaliser les missions décidées par ce dernier, conformément au Règlement du personnel.
5. Le Secrétariat :
  - (a) conserve toutes les archives nécessaires à l'exécution efficace des travaux de l'Organisation et prépare, collecte et diffuse toute la documentation requise ;
  - (b) gère les finances de l'Organisation sous la direction du Conseil, conformément au Règlement général ;
  - (c) prépare les dispositions financières et les états financiers ;
  - (d) tient les États membres, les membres associés et les membres affiliés ainsi que les autres organisations informés des activités de l'Organisation ;

- (e) organise les réunions de l'Assemblée générale, du Conseil, des comités et des organes subsidiaires et y apporte son appui ;
  - (f) organise les conférences et les symposiums approuvés par le Conseil et y apporte son appui ;
  - (g) organise les séminaires, les ateliers et d'autres événements et y apporte son appui ; et
  - (h) réalise d'autres tâches qui peuvent lui être confiées en vertu de la présente Convention ou du Règlement général ou par l'Assemblée générale ou le Conseil.
6. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Secrétaire général et le personnel ne sollicitent ni ne reçoivent aucune instruction émanant d'un gouvernement ou d'une autre source extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de toute action pouvant avoir des répercussions sur leur emploi de fonctionnaire international uniquement responsable vis-à-vis de l'Organisation. Chaque État membre s'engage, de son côté, à respecter la nature exclusivement internationale des attributions du Secrétaire général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leurs responsabilités.

### **Article 11**

#### **Vote**

1. Tous les efforts possibles sont entrepris pour que l'Assemblée générale et le Conseil adoptent les décisions par consensus entre les États membres.
2. Lorsque les décisions de l'Assemblée générale ou du Conseil ne peuvent pas être adoptées par consensus, elles sont adoptées à la majorité des deux tiers des États membres présents et votant lors d'un scrutin à bulletin secret.
3. Seuls les États membres possèdent un droit de vote. Chaque État membre dispose d'une voix, sauf dans les circonstances prévues au paragraphe 4 de l'article 13.
4. L'élection du Président, du Vice-président et du Secrétaire général donne lieu à un scrutin à bulletin secret, et ils sont élus à la majorité simple des États membres présents et votant conformément au Règlement général.
5. L'élection du Conseil donne lieu à un scrutin à bulletin secret conformément au Règlement général. Chaque État membre dispose d'une voix par siège vacant au Conseil.

### **Article 12**

#### **Langues**

Les langues officielles de l'Organisation sont [l'anglais, l'espagnol et le français].

### **Article 13**

#### **Financement**

1. Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Organisation sont couvertes par les ressources financières suivantes :
  - (a) contributions des États membres ;
  - (b) cotisations des membres associés et affiliés ; et
  - (c) dons, legs, subventions, présents et autres sources approuvées par le Conseil sur recommandation du Secrétaire général.
2. Chaque État membre verse une contribution à l'Organisation et chaque membre associé ou affilié lui verse une cotisation, sur une base annuelle, le montant étant décidé conformément à l'alinéa (g) du paragraphe 7 de l'article 7. Le taux de la contribution est le même pour chaque État membre.
3. Les contributions des États membres et les cotisations des membres associés et affiliés sont dues et payables conformément au Règlement financier.

4. Tout État membre en retard de deux ans sur le paiement de ses contributions se voit retirer ses droits de vote et son droit d'éligibilité au Conseil, après notification écrite par le Secrétaire général, et ce, jusqu'au règlement des contributions restant dues, conformément au Règlement financier, sauf si l'Assemblée générale renonce à cette disposition.
5. Une fois que le Conseil a approuvé les états financiers vérifiés de l'Organisation, ceux-ci sont distribués à tous les États membres, membres associés et membres affiliés dans le cadre du rapport annuel.

#### **Article 14** **Personnalité juridique, privilèges et immunités**

1. L'Organisation est dotée de la personnalité juridique internationale et a la capacité :
  - (a) de signer et de conclure des accords avec des gouvernements, des organisations et d'autres entités ;
  - (b) d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers ; et
  - (c) d'ester en justice.
2. L'Organisation jouit des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions et à l'accomplissement de son but et de ses objectifs sur le territoire de chacun de ses États membres, dans les limites prévues par un accord conclu avec l'État membre concerné.
3. Aucun État membre, membre associé ou membre affilié n'est responsable, du fait de son statut ou de sa participation à l'Organisation, des actes, omissions ou obligations de cette dernière.

#### **Article 15** **Amendements**

1. Tout État membre peut proposer un amendement à la présente Convention, par écrit, au Secrétaire général.
2. Le Secrétaire général transmet l'amendement proposé à tous les États membres dans les langues officielles de l'Organisation au moins six mois avant son examen par l'Assemblée générale.
3. L'amendement proposé est adopté par un vote de l'Assemblée générale.
4. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 est envoyé par le Secrétaire général au dépositaire. Ce dernier notifie à tous les États membres l'adoption de l'amendement.
5. Un amendement à la présente Convention entre en vigueur, pour les États membres l'ayant accepté, six mois après la notification écrite au dépositaire de l'acceptation par les deux tiers des États membres, puis, pour chaque État membre restant, au moment de son acceptation de l'amendement.  
[L'amendement entre en vigueur pour tous les États membres six mois après la réception par le dépositaire des notifications écrites par lesquelles deux tiers des États membres expriment leur accord. Le dépositaire en informe les États membres et le Secrétaire général en précisant la date d'entrée en vigueur de l'amendement.]

#### **Article 16** **Interprétation et différends**

Les États membres mettent tout en œuvre pour prévenir les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention et déploient tous leurs efforts pour régler tout différend à l'amiable, par exemple par voie de consultations et de négociations entre eux ou par tout autre moyen convenu par les parties au différend.

#### **Article 17**

## **Signature, ratification et adhésion**

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tout État membre des Nations Unies à [xxx] et demeure ouverte jusqu'à [xxx].
2. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États signataires.
3. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État membre des Nations Unies ne l'ayant pas signée à compter du lendemain de la date à laquelle la présente Convention est fermée à la signature.
4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire, qui en informe ensuite tous les États membres ainsi que le Secrétaire général.
5. La présente Convention n'admet aucune réserve.

## **Article 18**

### **Dépositaire**

La République française est le dépositaire de la présente Convention. La présente Convention est enregistrée par le dépositaire conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

## **Article 19**

### **Entrée en vigueur**

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt du [trentième] instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. Pour chaque État qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère après son entrée en vigueur, la Convention entre en vigueur le trentième jour après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
3. Les dispositions transitoires qui s'appliquent dès l'entrée en vigueur de la présente Convention sont énoncées dans l'Annexe, qui fait partie intégrante de la présente Convention.

## **Article 20**

### **Retrait**

1. Tout État membre peut se retirer de la présente Convention moyennant un préavis écrit d'au moins douze mois adressé au dépositaire, lequel informe immédiatement tous les États membres et le Secrétaire général de cette notification.
2. La notification de retrait peut être adressée à tout moment après l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention.
3. Le retrait prend effet le 31 décembre suivant l'expiration du préavis.

## **Article 21**

### **Fin**

1. Il peut être mis fin à la présente Convention par un vote de l'Assemblée générale ayant été annoncé au moins six mois à l'avance.
2. La présente Convention prend fin douze mois après la date de la décision susmentionnée, et dans l'intervalle le Conseil est chargé de dissoudre l'Organisation conformément au Règlement général.



EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leur Gouvernement respectif, ont signé la présente Convention.

FAIT à [xxx] le [xxx] en langues [anglaise, espagnole et française], chaque texte faisant également foi, dont un original est versé aux archives du dépositaire. Le dépositaire transmet des copies certifiées du texte à tous les gouvernements [signataires et adhérents] ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation.

### **Dispositions transitoires**

Lors de la XII<sup>e</sup> Assemblée générale organisée à La Corogne du 25 au 31 mai 2014, l'Association internationale de signalisation maritime a adopté une résolution affirmant que le statut d'organisation internationale lui permettrait d'atteindre plus efficacement ses objectifs et décidant que ce statut devrait être obtenu dès que possible par l'adoption d'une convention internationale.

Par conséquent, l'article 13 de la Constitution de l'Association internationale de signalisation maritime a été amendé pour faciliter la dissolution de l'association et le transfert de ses actifs à l'Organisation.

Les dispositions transitoires visent à garantir la continuité des efforts internationaux pour élaborer, améliorer et harmoniser les aides à la navigation maritime, ainsi qu'à faciliter la transition de l'Association internationale de signalisation maritime vers l'Organisation.

1. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Président, le Vice-président et le Conseil de l'Association internationale de signalisation maritime sont invités à devenir le Président, le Vice-président et le Conseil de l'Organisation et fonctionneront en tant que tels jusqu'à l'élection d'un Président, d'un Vice-président et d'un Conseil par la première Assemblée générale organisée en vertu de la présente Convention, qui doit avoir lieu dans un délai ne dépassant pas six mois.
2. Les comités de l'Association internationale de signalisation maritime fonctionnent jusqu'à la mise en place des comités en vertu de la présente Convention.
3. Jusqu'à la mise en place du Secrétariat de l'Organisation, le Secrétariat de l'Association internationale de signalisation maritime est invité à jouer le rôle du Secrétariat et à remplir ses fonctions. Le Secrétaire général de l'Association internationale de signalisation maritime fait office de Secrétaire général de l'Organisation jusqu'à l'élection du Secrétaire général par l'Assemblée générale conformément à la présente Convention.
4. Jusqu'à l'adoption du Règlement général par l'Organisation, celle-ci fonctionne, mutatis mutandis, conformément au Règlement général de l'Association internationale de signalisation maritime.
5. Tous les membres nationaux de l'Association internationale de signalisation maritime issus d'États qui ne sont pas des États membres deviennent, à leur demande, des membres associés de l'Organisation pour une durée allant jusqu'à dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention.
6. Dans l'éventualité où un ancien membre national ayant acquis le statut de membre associé conformément au paragraphe 5 acquiert le statut d'État membre, il cesse d'être un membre associé à la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour lui.
7. Tous les membres associés et industriels de l'Association internationale de signalisation maritime dont le statut financier n'a pas été suspendu deviennent, à leur demande, des membres affiliés de l'Organisation.
8. Le transfert des droits, des intérêts, de l'actif et du passif de l'Association internationale de signalisation maritime à l'Organisation sera régi par le droit français.

---

<sup>i</sup> Note du traducteur : Cette traduction n'appelle pas à une attention particulière étant donné qu'il faudra surtout veiller à ce que la traduction du texte définitif soit parfaite à l'issue de la Conférence de Kuala Lumpur.

(1) Article 2 alinéa 3 : tant la version anglaise que française semblent incomplètes concernant la définition de « membre associé » qui semble concerner les autorités publiques membres de l'AIMS mais n'en faisant pas partie intégrante. La définition, tant en anglais qu'en français, mérite d'être précisée.

(2) Disposition transitoires, alinéa 7 : la rédaction n'est pas claire concernant le statut financier des membres associés, les deux versions auraient besoin d'être améliorées.